

Je ne dis pas que le ministre est indifférent, mais rien ne m'indique que le gouvernement dans son ensemble considère le problème de l'agriculture canadienne comme une question prioritaire; c'est tout le contraire, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Cette désinvolture que le ministre a affichée au début de cet après-midi, lorsqu'il a traité de la question, a été arborée également par le premier ministre (M. Trudeau). Tout ce verbiage au sujet des restrictions et des efforts déployés afin d'appliquer une politique efficace pour enrayer l'inflation sans accroître le nombre des chômeurs d'une manière inacceptable, c'est bien, mais le premier ministre (M. Trudeau) adopte une attitude cavalière et refuse de répondre sérieusement aux questions que nous lui adressons. En ce qui concerne les pronostics, à mon avis, le ministre et son ministère pourraient se rendre beaucoup plus utiles aux agriculteurs cette année. Le ministre dit: Ne donnons pas trop de renseignements au cultivateur de crainte qu'il produise trop.

● (5.30 p.m.)

L'hon. M. Olson: Je n'ai rien dit de semblable.

L'hon. M. Stanfield: Le ministre ne veut pas informer l'agriculteur des occasions qui s'offrent parce qu'il produirait trop.

L'hon. M. Olson: J'ai dit que si nous ne voulions pas que les agriculteurs produisent trop...

L'hon. M. Stanfield: Le ministre a eu la parole. Il pourrait maintenant écouter. J'affirme que le gouvernement de notre pays devrait donner à l'agriculteur beaucoup plus de renseignements exacts qu'il ne l'a fait, par exemple, à l'égard des perspectives. Il faudrait, sur ce point, faire connaître beaucoup plus les intentions des agriculteurs. Il est inacceptable que le ministre déclare qu'en réalité les renseignements ne seront pas tellement utiles, de crainte que trop de fermiers en profitent et qu'ils produisent trop si le ministre voulait fournir aux agriculteurs les renseignements dont ils ont besoin, y compris ce qu'il a l'intention de faire, il leur rendrait un grand service. Je ne vois rien dans le programme dont le ministre a parlé qui puisse aider la petite exploitation agricole, quant aux grandes, je ne vois que des difficultés.

Voyons donc les mesures prises à l'égard du prétendu régime de dualité de prix adopté par le gouvernement. C'est une farce, bien sûr. Le pays est engagé dans un arrangement

[L'hon. M. Stanfield.]

international sur les céréales qu'il ne peut exécuter. Je ne vois aucun indice d'une politique efficace et pratique pour encourager la diversification des cultures dans l'Ouest.

Le ministre a parlé du prix des bovins. Combien de personnes peuvent se permettre de passer à l'élevage des bestiaux dans les conditions actuelles du marché des capitaux? Quel programme le gouvernement propose-t-il aux fermiers pour rendre possible toute diversification ou toute nouvelle direction? Je n'ai pas entendu le ministre en mentionner une seule aujourd'hui. Je n'en ai vu aucune mention dans le discours qu'il a prononcé à Chatham.

Rien ne me laisse croire que le gouvernement songe à des mesures concrètes qui permettraient aux cultivateurs de sortir de certaines de leurs difficultés actuelles sur le plan de la diversification, dans la mesure où elle peut être utile. Je pense qu'il y a des possibilités à cet égard dans certaines limites. Rien n'indique, par exemple, que le gouvernement soit prêt à consentir les prêts voulus pour encourager cette diversification. Rien n'indique que le gouvernement soit prêt à effectuer des versements à l'acre de manière non seulement à combler les écarts de revenus mais aussi à permettre aux cultivateurs de diversifier leurs cultures.

Rien n'indique qu'on prendra des mesures pour mettre le grain à l'abri ni qu'on fera des avances sur les céréales commerciales afin d'encourager la diversification plutôt que le contraire.

Peut-être que le ministre d'État (M. Lang) aura quelque chose à dire là-dessus ce soir. J'espère que ce sera quelque chose de constructif, car je ne vois pas bien ce qui l'était dans la déclaration du ministre de l'Agriculture cet après-midi.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Je veux être sérieux à ce propos, car il s'agit d'un problème très grave, dont la solution n'est pas facile, je le reconnais, et qui ne se pose pas dans toutes les régions du pays, ni même dans tous les secteurs d'une même région, ce que je reconnais aussi. Le Parlement doit en faire une étude sérieuse.

L'inflation y contribue, de même que les mesures prises contre l'inflation. On n'a pas, que je sache, proposé de programmes pratiques de commercialisation, que ce soit pour les agriculteurs de l'Est ou de l'Ouest, qui leur permettraient de diversifier leur production dans la mesure où la chose est possible. Je n'ai rien vu de cela, monsieur l'Orateur. Depuis un an et demi, je siège dans cette